

entrées libres

DOSSIER

FORMER DES CITOYENS :

UNE MISSION ÉDUCATIVE DE L'ÉCOLE

CARTE BLANCHE

Pour un avenir juste, humain et durable de la formation en soins infirmiers

UNE FONCTION, TROIS VISAGES

Cellule durabilité : un trio engagé pour l'avenir du SeGEC

OUTILS | CONVICTIONS

Un jeu pour démystifier la politique auprès des jeunes



2

ÉDITO

C'est Noël, un moment de paix pour retrouver le sens de l'école

4

DOSSIER

L'éducation à la citoyenneté, une mission pour toute l'école

10

À L'ÉTUDE

Diagnostic de l'enseignement catholique en Europe : résultats préliminaires de l'enquête présentés à Londres

12

CAS D'ÉCOLE

Préformation technique : un tremplin vers une découverte solide des métiers techniques

14

OPINIONS

Pour un avenir juste, humain et durable de la formation en soins infirmiers.

16

AU SeGEC

L'enseignement pour adultes catholique dévoile ses ambitions 2025-2029

18

UNE FONCTION, TROIS VISAGES

Cellule durabilité : un trio engagé pour l'avenir du SeGEC

20

CONFIDENCES

Audry Vandoorne, secrétaire de direction : l'indispensable homme de l'ombre

22

LIVRES

Dominique Watrin : « L'école, c'était mieux avant »... vraiment ?

24

BONS PLANS

La rédaction vous présente une sélection de bons plans culturels et pédagogiques

26

OUTILS

Un jeu pour démystifier la politique auprès des jeunes

27

CHRONIQUE

Le divin naît petit

28

HUMOUR

L'illustration de Poney

entrées libres

Décembre 2025 / N°204
Périodique mensuel (sauf juillet et août)
ISSN 1782-4346

entrées libres est la revue de l'Enseignement catholique en Communautés francophone et germanophone de Belgique.

entrees-libres.be | redaction@entrees-libres.be

Rédacteur en chef et éditeur responsable

Arnaud Michel (02 256 70 30)
avenue E. Mounier 100 - 1200 Bruxelles

Rédaction

Déborah Buekenhoudt
Victoria Magnette
Gérald Vanbellingen
Pauline Jans
Arnaud Michel

Secrétariat et abonnements

Déborah Buekenhoudt : 02 256 70 55

Mise en page et illustrations

Catherine Joret Poney illustrations

Membres du comité de rédaction

Ophélie Bruynbroek
Adrien Collard
Gaëtane de Lame
Edith Devel
Pierre Henry
Catherine Joret
Arnaud Michel
Gaëtan Speltens
Gérald Vanbellingen
Déborah Buekenhoudt
Evelyne De Commer
Étienne Descamps
Hélène Genevrois
Pauline Jans
Victoria Magnette
Pierre Scieur
François Tollet

Impression

Imprimerie SNEL

Les articles paraissent sous la responsabilité de leurs auteurs. Les titres, intertitres et chapeaux sont de la rédaction.

Retrouvez le projet éducatif de nos écoles, *Mission de l'école chrétienne*, pour l'enseignement obligatoire et non-obligatoire via bit.ly/3Qgsnas





C'EST NOËL, UN MOMENT DE PAIX POUR RETROUVER LE SENS DE L'ÉCOLE

Notre école est en colère. Les enseignants, les directions, les parents ... et les Pouvoirs organisateurs expriment un profond malaise face aux défis qui s'accumulent : surcharge administrative, manque de moyens, classes surchargées et une pression croissante pour répondre à des attentes toujours plus complexes. Cette colère est légitime, car elle traduit un attachement à une mission essentielle : former des citoyens libres, critiques et solidaires.

Mais au cœur de cette tension, il existe des raisons d'espérer. L'école reste un lieu unique où se construit l'avenir, où chaque enfant peut trouver sa place et développer ses talents. Les acteurs de l'éducation savent que leur engagement transforme des vies, même dans l'ombre des difficultés. Chaque réussite, chaque sourire d'élève, chaque progrès est une victoire silencieuse qui donne sens à leur travail.

La réforme du Pacte pour un Enseignement d'excellence en cours, bien que parfois mal comprise, ouvre des perspectives pour moderniser les pratiques et renforcer l'équité. Les innovations pédagogiques, la coopération entre enseignants et l'implication des familles sont autant de leviers pour redonner

souffle à l'école. La société a besoin d'une école forte, inclusive et ambitieuse.

Nous vivons depuis un an, une remise en question de cette réforme avec une vision pragmatique, une vision utilitariste de l'école qui en oublie les essentiels.

Continuer à agir, c'est refuser le fatalisme. C'est croire que l'éducation est la clé pour relever les défis sociaux, économiques et environnementaux. C'est défendre une vision humaniste où chaque enfant compte. Malgré la colère, persévérer, c'est affirmer que l'école est et restera le cœur battant de notre démocratie.

*Continuer à agir, c'est
refuser le fatalisme.*

Dans les mois qui viennent, la colère et la persévérance vont cohabiter dans nos cœurs et nos esprits. Le combat pour une école plus juste ne se mène pas contre un système et un gouvernement, mais pour un avenir meilleur pour chacune et chacun des jeunes qui nous sont confiés et en définitive une société qui vit dans un climat de Paix. ■

Alexandre Lodez,

Secrétaire général | 03 décembre 2025



Former des citoyens : une mission éducative de l'école

© Pascale Marbaix

Alors que notre époque semble avoir perdu l'art du dialogue, l'éducation à la citoyenneté devient de plus en plus urgente. À travers le projet « *Exp'osons-nous* » mené par le CoDiEC du Hainaut et les nombreuses initiatives qu'il a suscitées, ce dossier montre comment notre projet éducatif « *Mission de l'école chrétienne* » s'incarne dans les pratiques quotidiennes de nos écoles. De quoi offrir aux élèves des expériences concrètes pour penser, débattre et vivre ensemble pleinement.

À l'heure où les négociations politiques s'enlisent de plus en plus dans des logiques de camps ; où les positions tranchées prennent le pas sur l'écoute et le compromis ; où l'anonymat sur internet et les réseaux sociaux libère les pires excès ; et où, à l'échelle mondiale, les tensions se règlent trop souvent par la force plutôt que par la diplomatie, notre époque semble avoir perdu l'art du dialogue.

Face à ces dérives, l'école se doit plus encore d'être un rempart essentiel pour former des citoyens capables de débattre sans s'invectiver, d'argumenter sans diaboliser, de comprendre la complexité plutôt que de céder aux raccourcis et d'accepter les différences comme autant de richesses plutôt que comme motifs d'opposition. L'urgence de l'éducation à la citoyenneté se situe là.

Dans ce dossier, Entrées libres part à l'exploration des multiples facettes de l'éducation à la citoyenneté. Avec comme point de départ, le projet « *Exp'osons-nous* », mené l'an dernier par le CoDiEC du Hainaut. Un projet qui a donné à voir, de façon très concrète, comment notre projet éducatif « *Mission de l'école chrétienne* » (MEC) irrigue la vie quotidienne des écoles et peut devenir un moteur de transformation citoyenne.

Quand MEC sort de « l'étagère »

À l'origine du projet figure une conviction forte issue d'une équipe transversale - baptisée Sens - qui rassemble plusieurs acteurs du CoDiEC du Hainaut : « *MEC n'est pas un simple texte, mais un projet éducatif qui doit animer nos écoles* », résume Cécile Piette, directrice diocésaine pour les enseignements secondaire, supérieur, pour adultes et CPMS. « *Exp'osons-nous* » visait un triple objectif : faire vivre le projet éducatif dans nos écoles, mais aussi les amener à se rendre compte qu'elles le vivent déjà au quotidien et qu'elles peuvent inspirer, grâce à leurs pratiques, d'autres établissements.

Tout au long de l'année scolaire passée, 28 écoles volontaires ont été accompagnées dans une démarche de relecture conjointe de leurs pratiques et de notre projet éducatif. « *On s'est rendu compte que ce qui a fait la richesse du projet "Exp'osons-nous", c'est sa mise en œuvre* », explique Pascal Kiesecombs, directeur diocésain pour l'enseignement fondamental. « *On a aidé chaque établissement participant à identifier un extrait du projet éducatif, puis à le traduire dans une création de leur choix : une œuvre artistique, une fresque, une exposition, des vidéos* ».

Cette mise en lien a parfois provoqué de vraies révélations. « *Ah bon ? La transition écologique aussi c'est dans "Mission de l'école chrétienne" ? On aurait pu l'écrire à deux mains !* », s'est exclamée une enseignante qui participait au projet.



Une exposition... et une dynamique pour demain

Cet accompagnement, étalé sur de longs mois de réflexion et de mise en action, a abouti le 20 mai dernier à la mise sur pied d'une exposition grandeur nature au sein du diocèse tournaisien. L'exposition réunissait les œuvres des 28 écoles participantes. Chaque projet étant représenté par un roll-up affichant à la fois une illustration du projet réalisé, le nom de l'école, un QR code et l'extrait de « *Mission de l'école chrétienne* » auquel elle était associée. « *Un moment très fort, marqué par une joie partagée étonnante* », se souvient Bernard Ghislain, animateur en pastorale scolaire pour le secondaire. « *Les écoles du fondamental et du secondaire y ont échangé leurs lectures, leurs démarches, leurs trouvailles.* »

Mais « *Exp'osons-nous* » ne s'est pas arrêté avec l'exposition. « *On ne voulait pas que ce soit un "one shot" mais au contraire, le point de départ d'une dynamique ouverte. Chaque école a conservé son roll-up, qu'elle expose souvent dans un hall d'entrée ou lors de portes ouvertes. Nous avons conservé une copie de ces roll-up à la maison diocésaine* », complètent Bernard Ghislain et Françoise Prévost, anima-

trice en pastorale secondaire pour le fondamental. « *Ce matériel est désormais disponible pour des établissements qui souhaiteraient s'en inspirer. L'idée, c'est de permettre à d'autres écoles d'entrer dans la démarche afin qu'elles créent leur propre panneau, leur propre trace, et que l'esprit d'"Exp'osons-nous" mais aussi et surtout de "Mission de l'école chrétienne" continue de circuler.* »

Précision importante : pour toute équipe qui voudrait se lancer dans l'aventure, l'équipe diocésaine du Hainaut est prête à accompagner toute nouvelle initiative. L'aventure n'est donc pas close, mais bel et bien appelée à se poursuivre, au fil des projets et des rencontres.

Dans les pages qui suivent, nous vous proposons de découvrir quelques-unes de ces initiatives : des façons singulières, vivantes et profondément citoyennes de faire résonner « *Mission de l'école chrétienne* » au cœur des écoles.

■ **Gérald Vanbellingen**



© rawpixel.com

« *Mission de l'école chrétienne* »

L'enseignement catholique a actualisé en 2021 son texte de référence, « *Mission de l'école chrétienne* », une réécriture complète qui succède aux versions de 1975 et 1995 et qui répond aux défis d'une société plus individualiste et fragmentée. Elle réaffirme la priorité donnée aux savoirs de base, au développement du jugement critique et à la formation de jeunes capables de vivre et d'agir avec les autres. Le texte assume la tradition chrétienne qui inspire ce projet éducatif. Tout en excluant tout prosélytisme et, en soulignant la liberté de penser. Dans un contexte de sécularisation et de prolifération de fausses informations, il plaide pour une éducation philosophique et citoyenne intégrée à l'ensemble des apprentissages.

« *Mission de l'école chrétienne* » :
le.segec.be/MEC_2021



Former des citoyens responsables par la pratique quotidienne

Pourquoi ne retrouve-t-on pas de case « *philosophie et citoyenneté* » dans l'horaire de nos écoles au contraire des autres réseaux ? La réponse – un choix clair et assumé par le SeGEC – tient à la nature même des compétences visées. En effet, le décret Missions (qui définit les missions prioritaires des enseignements fondamentale et secondaire) révèle que l'éducation à la citoyenneté repose essentiellement sur des compétences transversales : savoir débattre, argumenter, respecter le pluralisme, développer l'esprit critique. Autant d'aptitudes qu'il serait dommage, voire impossible de cantonner entre les murs d'un seul cours.

Au contraire, cette éducation à la philosophie et à la citoyenneté se traduit concrètement sur le terrain. Les sciences et la géographie apportent les connaissances sur le développement durable, le cours de religion aborde les enjeux éthiques, tandis que des projets collectifs – tri des déchets, marches pour le climat, conseils d'élèves – permettent l'expérimentation démocratique. Et on en passe. « *La citoyenneté s'acquiert, elle ne s'apprend pas* », rappelle le texte de « *Mission de l'école chrétienne* ». L'enseignement catholique et libre en a fait son credo. Former des citoyens responsables passe moins par la théorie que par une pratique quotidienne, tissée dans chaque discipline et chaque initiative scolaire. ■

L'éducation à la citoyenneté au sein de
« *Mission de l'école chrétienne* » :
le.segec.be/MEC_2020_P1





EXP'OSONS-NOUS !

QUAND LES PROJETS D'ÉCOLE DEVIENNENT LEÇONS DE CITOYENNETÉ

À Brugelette, Boussu ou encore Chimay, les élèves ont transformé les apprentissages citoyens en expériences vécues. Portés par « *Exp'osons-nous* », ces projets témoignent de la créativité et de l'engagement des écoles pour construire un vivre-ensemble plus solidaire, plus ouvert et plus humain.

« Notre école cherche activement à préparer les élèves à l'exercice de la citoyenneté. (...) La formation à la citoyenneté vise à favoriser l'intégration de l'élève dans la société. (...) Elle cherche également à former des citoyens (...) du monde. »

EXTRAIT DE MISSION DE L'ÉCOLE CHRÉTIENNE

Des messages de paix distribués dans tout le village pour le 11 novembre

Avec « *Exp'osons-nous* », l'École Sainte-Gertrude de Brugelette a mis en valeur un projet lancé en 2017 : « *Celui des cartes du 11 novembre* ». Un projet qui a germé suite à l'élaboration d'un autre projet, baptisé « *Ose le vert* ». « *On voulait réaménager la cour de récré. Pour se donner des idées, on a recherché des vieilles photos de la cour et de l'école, pour voir si la disposition des lieux avait évolué au fil du temps. Parmi ces photos, il y en avait une qui datait de la Première Guerre mondiale où l'on voyait des soldats allemands occuper l'école. Cela nous a tous interpellés* », se souvient Nathalie Lelubre, enseignante en classe de structure et d'aide à la socialisation (SASS) à Brugelette. « *Puis, en effectuant quelques recherches complémentaires, les élèves se sont rendu compte que pendant la Première Guerre mondiale, les pigeons étaient utilisés pour envoyer des messages. De fil en aiguille, l'idée de partager un message de paix a émergé pour finalement donner naissance au projet des cartes du 11 novembre, qu'on a mis sur pied en lien avec la pastorale scolaire.* »

L'idée générale consiste à permettre à chaque élève d'écrire, de dessiner, de colorier ou d'illustrer comme il veut sa carte du 11 novembre. Un message qu'ils rédigent en classe avec les titulaires, avant de les déposer ensuite dans l'ensemble des boîtes aux lettres du village.

« *C'est une façon d'aborder l'Armistice au sein des classes de manière plus ludique* », précise Nathalie Lelubre. « *Chez les plus grands, on développe évidemment plus le contexte historique, mais chaque élève de l'école y participe à sa manière. Et puis, c'est une belle façon d'ouvrir l'école sur l'extérieur. On participe à la vie du village, nos élèves font des rencontres et comprennent que le savoir-vivre en général ne s'arrête pas au seuil de la classe ou de l'école. Au moment de la distribution, les élèves expliquent la démarche aux personnes que nous croisons et auxquelles ils distribuent les cartes. On voit le plaisir sur les visages de ces personnes mais aussi la fierté sur ceux de nos élèves et ça, c'est génial.* »

Cerise sur le gâteau, après la distribution, les élèves reçoivent également de nombreux remerciements en retour. « *On reçoit des cartes, des mots et pas mal de messages sur un groupe "Habitants de Brugelette" dont beaucoup sont adressés directement aux élèves. C'est vraiment très sympa car chaque année les titulaires et les élèves s'investissent beaucoup dans l'opération. Alors ce n'est évidemment pas le but, mais c'est un sacré plus. Une reconnaissance qui est importante et qui a peut-être plus de sens encore vu qu'on est dans le spécialisé* », conclut Nathalie Lelubre.

Le projet en vidéo :

le.segec.be/StGertrude_padlet





Expo CoDiEC Hainaut © DR

« Notre école cherche à développer le partage, l'esprit de coopération et la générosité. Elle met en exergue la capacité de créer du nouveau et de prendre des initiatives en vue du bien commun ».

EXTRAIT DE MISSION DE L'ÉCOLE CHRÉTIENNE

Un quiz musical qui a nourri la solidarité et déconstruit des préjugés

Du côté de l'Institut des Aumôniers du Travail de Boussu, « Exp'osons-nous », a pu mettre en lumière un projet de solidarité mené pour la toute première fois au cours de l'année scolaire passée. Une double opération qui associait récolte de denrées alimentaires et de produits d'hygiène ainsi qu'un quiz musical dont le droit d'entrée se payait d'ailleurs en aliments ou produits d'hygiène !

Avec au total plus de 200 kilos de denrées récoltées au profit d'associations, cette première édition a largement dépassé les attentes. « C'était chaleureux et convivial et on avait treize tables en tout, soit une centaine de personnes au quiz musical... Pour nous, c'était énorme », confie Audrey Dumont, professeure de religion au sein de l'établissement. « On avait déjà lancé les idées, mais le projet "Exp'osons-nous" et l'accompagnement qui nous a été fourni nous a permis d'accélérer et d'agrandir l'opération ».

En parallèle du quiz, la récolte des denrées s'est étalée sur trois jours, un rythme « épuisant » que l'équipe ne souhaite plus reproduire tel quel, même si le résultat a dépassé les espérances. « On est arrivés avec deux camionnettes pour les associations soutenues : L'entraide de Ghlin, La Petite Maison du Peuple de Colfontaine et Le Resto du Cœur de Quiévrain-Honelles. Ils étaient ravis », souligne Audrey Dumont.

Les élèves ont été les premiers surpris par la quantité, par la générosité, ou même par la qualité des dons qui ont afflué. « Ils s'imaginaient que les gens allaient venir avec un paquet de pâtes premier prix et en fait non. Les participants sont arrivés au quiz musical avec bien plus que les trois kilos demandés, et souvent avec des produits de marque ».

Au-delà de l'opération elle-même, ce projet revêt une dimension essentielle pour l'équipe éducative. C'est une manière concrète d'aborder la solidarité et de déconstruire certains préjugés bien ancrés chez les adolescents. « On se rend compte qu'ils ont des a priori sur la pauvreté, sur le chômage, etc. On voulait leur montrer qu'on peut aider, qu'on on peut faire avancer les choses, et que les personnes en difficulté ne sont pas forcément responsables de leur situation ».

Portée par l'accueil très positif de cette première édition, l'équipe éducative prépare déjà activement la suite pour cette année scolaire-ci. Le quiz musical est encore en chantier mais un nouvel appel a été lancé aux associations pour poursuivre la dynamique. « Si on fait déjà aussi bien que cette année, on sera contents. Si on fait mieux, on sera encore plus heureux », sourit Audrey Dumont.

En savoir plus sur le projet :

le.segec.be/ITCB_Padlet





Expo CoDiEC Hainaut © DR



Une activité qui ouvre l'école sur l'extérieur et donne le sourire © DR



« *Citoyen du monde : loin d'être un vœu vide, cette formule prend un sens nouveau au XXI^e siècle. Le cosmopolitisme oriente notre rapport à la citoyenneté* »

EXTRAIT DE MISSION DE L'ÉCOLE CHRÉTIENNE

Une fresque et une vidéo qui ont mis des visages sur la diversité

Qu'elle soit déclamée en français, néerlandais, italien, anglais, arabe, somalien, portugais, espagnol, en cht'i, en wallon ou dans n'importe quelle langue, la Déclaration universelle des droits de l'homme doit pouvoir s'appliquer à toutes et tous, partout dans le monde.

C'est au moyen d'une vidéo qui montre des élèves du Dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants (DASPA) réciter les différents articles qui constituent la Déclaration dans leur langue d'origine, mais aussi grâce à une fresque de portraits, que le Collège Saint-Joseph de Chimay a choisi de s'intégrer à l'aventure « *Exp'osons-nous* ». Un projet profondément humain, qui parle de droits, d'identité et de diversité.

À l'origine, l'équipe éducative imagine un projet qui met véritablement en lumière ces jeunes primo-arrivants du DASPA encore méconnus, même au sein de l'école. « *On voulait montrer que la couleur de peau ne fait pas toute l'identité d'un élève* », explique Maïté Dalle-Rive, l'enseignante qui a repris le projet lancé par Delphine Strimel. Sur la fresque, les portraits sont donc réalisés en noir et blanc, rassemblés en une mosaïque qui occupe aujourd'hui un roll-up installé dans le couloir de la direction. « *Quand les gens passent, ils voient ces visages. Certains élèves sont toujours là cette année, pour eux, c'est une chouette mise en valeur.* »

Une vidéo est venue ensuite compléter cette fresque visuelle. Chaque élève y lit un article des droits humains dans sa langue maternelle, avec l'aide de professeurs de langues. L'ensemble rappelle que les droits fondamentaux valent pour tous, et que si certains jeunes ont dû quitter leur pays, c'est aussi parce que ces droits n'y étaient pas ou plus respectés.

Un projet génial qui doit contribuer à faire évoluer les mentalités, à l'école comme en dehors. « *Le DASPA a été lancé en 2019 chez nous. Au début, beaucoup d'élèves mais aussi d'enseignants se demandaient ce que c'était réellement. Pas mal de stéréotypes et autres clichés négatifs entouraient ces élèves, venus parfois de très loin. Aujourd'hui, même si ces stéréotypes sont assez durs à effacer, on constate qu'ils s'effritent petit à petit que la tolérance gagne du terrain et que le DASPA est globalement mieux compris et perçu. Ce projet de fresque et de vidéo y a contribué. Tout comme notre autre projet de marche gourmande qui a permis d'ouvrir nos élèves "classiques" aux cultures de nos élèves du DASPA grâce à de bons repas. Ou encore le nouveau contenu du cours de religion qui met désormais l'accent sur l'ouverture du dialogue autour des convictions et des valeurs. C'est enrichissant à tous points de vue.* » ■ **Gérald Vanbellingen**

LE COURS DE RELIGION ACTUEL,

UN LABORATOIRE DE DIALOGUE ET DE CITOYENNETÉ

La diversité des convictions dans la société comme en classe oblige à repenser la manière d'enseigner la religion. Le nouveau programme répond à ces défis en faisant du cours un espace de recherche collective, où supports chrétiens et questions des élèves se rencontrent. En adoptant une posture de cochercheur, l'enseignant ouvre un cadre propice au dialogue, à la réflexion et à l'expression personnelle : autant de compétences essentielles pour une citoyenneté active et éclairée.

Face à des classes dans lesquelles se côtoient des élèves de confessions catholique, musulmane, juive, des non-croyants ou simplement des élèves indifférents face aux croyances, beaucoup de professeurs de religion s'interrogent : quel sens donner aujourd'hui au cours de religion ? « C'est vraiment l'une des interrogations qui revient souvent lors des communautés de pratiques. Les enseignants nous disent que la religion, ça ne parle plus aux élèves... voire même aux enseignants eux-mêmes », rapportent Pascale Marbaix et Bénédicte Timmermans, conseillères au SeGEC pour le cours de religion. « Or, la réponse à cette profonde remise en question, elle vient du nouveau programme du cours de religion. Un programme qui a fait sa révolution pour ouvrir une nouvelle manière d'enseigner. »

Lier enracinement et ouverture

Le cours n'est plus conçu comme un moment de transmission de savoirs chrétiens, mais comme un espace de recherche collective. « La porte d'entrée du cours de religion actuel, c'est vraiment la recherche de sens », insiste Bénédicte Timmermans. « Alors, c'est important, on part toujours de supports chrétiens – des récits bibliques, des fêtes, des symboles, des œuvres – mais ces supports servent surtout de tremplins pour interroger des réalités très concrètes et aborder des sujets variés comme la solidarité, la violence, la manière d'accueillir l'autre, notre rapport à la vérité dans un monde saturé de discours, etc. Avec cette dimension très importante, que les sujets peuvent aussi venir des élèves. »

« Partons d'une crèche de Noël, sujet très actuel, on peut vraiment explorer plein de sujets qui font sens pour les élèves ou qui les interpellent », poursuit Pascale Marbaix. « Une enseignante prenait cet exemple pour nous dire que de la crèche de Noël, avec un bébé qui vient de naître, mais presque tout nu sous les étoiles et dans la paille, les élèves en sont venus à se poser des questions sur l'égalité des chances, sur l'exclusion et les responsabilités de chacun. »

Ce changement de perspective transforme profondément la posture de l'enseignant. « Il écoute les questions des élèves... et devient cochercheur », continue Pascale Marbaix. « En adoptant cette horizontalité, l'enseignant retrouve une place ajustée où il n'est plus dans l'obligation d'avoir la "bonne réponse", mais dans celle d'ouvrir un chemin, d'aider à relier les expériences et les convictions. » Une manière de faire qui apaise les tensions. Les élèves sentent qu'il ne s'agit pas d'essayer de les convaincre, mais plutôt de les accompagner dans leur questionnement et leur recherche de sens.

Cette attitude encourage aussi l'expression personnelle. Au final, le cours de religion devient l'un des lieux privilégiés où chacun peut dire ce qu'il pense, nommer ses doutes, expliquer sa tradition ou son absence de tradition. « On ne peut pas dissocier ce qui nous constitue : la religion, les émotions, la citoyenneté, tout forme un tout », conclut Bénédicte Timmermans. « C'est précisément cette articulation qui rend le cours si précieux dans une école pluraliste telle qu'on la connaît aujourd'hui : il apprend à l'élève à dire "je" en présence d'autres "je". »

■ **Gérald Vanbellingen**

Diagnostic de l'enseignement catholique en Europe :

RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES DE L'ENQUÊTE PRÉSENTÉS À LONDRES

En octobre dernier, les premiers résultats de l'enquête « *Enseignement catholique : diagnostic* » ont été présentés lors de la 105^e Assemblée générale du Comité européen de l'enseignement catholique (CEEC) à Londres. Cette étude, menée par Étienne Michel et le Service d'étude du SeGEC, en collaboration avec le CEEC, s'inspire d'un travail initialement conduit dans le cadre du Pacte éducatif africain.

Une démarche pour un état des lieux de l'enseignement catholique aujourd'hui

L'objectif de cette enquête est de dresser un diagnostic de la réalité actuelle de l'enseignement catholique. Cette première étape de réflexion constitue la base d'un projet plus vaste : élaborer des scénarios prospectifs pour imaginer et construire l'avenir de notre enseignement.

Lors de sa présentation à Londres, Étienne Michel expliquait : « *L'idée est que l'enseignement catholique se définit à la fois par son projet éducatif, mais aussi par son modèle d'organisation. Si nous voulons penser l'avenir de l'enseignement catholique à l'échelle de l'Europe, il faut avoir une réflexion prospective sur les projets éducatifs et une réflexion sur les modes d'organisation. Mais avant d'en arriver là, nous sommes partis d'une hypothèse proposée par un jésuite français, le père Paul Valadier. Selon lui, pour penser l'avenir de l'enseignement catholique, il faut partir d'un diagnostic sur l'évolution culturelle et religieuse contemporaine.* »

Deux hypothèses structurantes

L'enquête repose sur deux hypothèses majeures : l'enseignement catholique se définit simultanément par son projet éducatif et son modèle d'organisation. Pour envisager son avenir, il convient de partir d'une analyse des évolutions religieuses, culturelles et sociétales afin d'identifier les défis à relever par les écoles.

Le questionnaire se décline selon deux hypothèses :

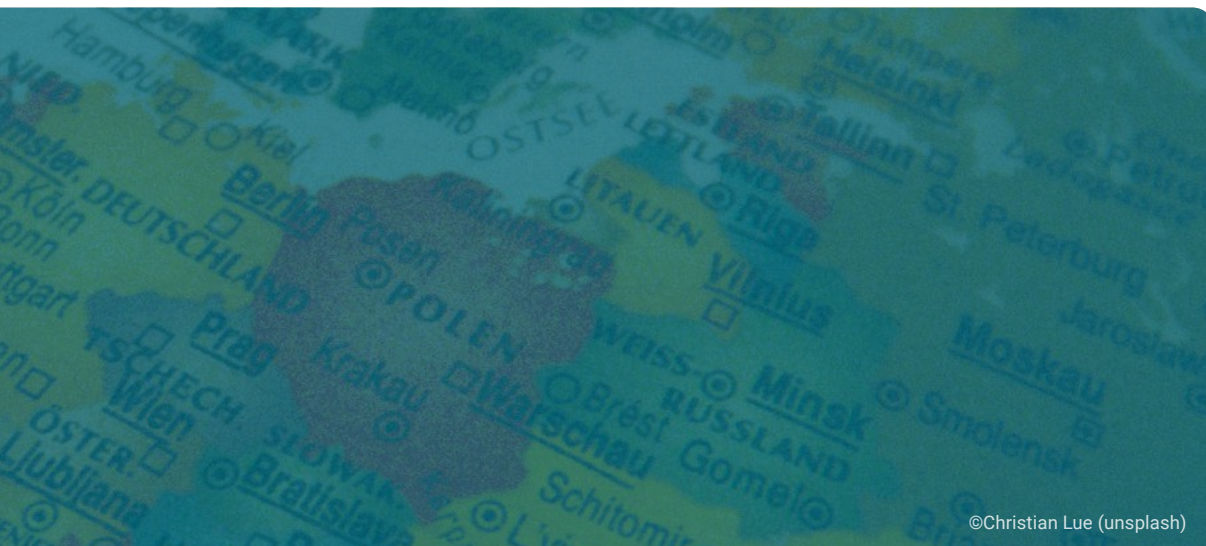
1. **Le projet éducatif** : il interroge les évolutions religieuses, culturelles et sociétales, ainsi que leurs incidences sur les projets éducatifs des écoles. L'objectif est d'identifier différents scénarios possibles pour l'avenir de l'enseignement catholique.
2. **Les modèles d'organisation** : il examine quatre axes d'évolution — le rapport entre les écoles et l'Église, celui entre les écoles et l'État, l'autre avec la société civile, et enfin les défis internes à l'organisation des écoles catholiques.

Vers une articulation entre projet éducatif et modèle d'organisation

En conclusion, Étienne Michel souligne l'importance d'une cohérence entre les scénarios éducatifs et organisationnels : « *Tous les projets éducatifs ne sont pas compatibles avec tous les modèles d'organisation. Penser l'avenir de l'enseignement catholique suppose donc de trouver une compatibilité entre ces deux dimensions.* »



Assemblée générale à Londres ©DR



©Christian Lue (unsplash)

Une participation européenne significative

L'enquête a été diffusée auprès des membres du CEEC et a recueilli 16 participations : l'Albanie, la Belgique francophone et germanophone, la Belgique néerlandophone, la France, la Lituanie, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, le Portugal, la Roumanie, la Suède, l'Écosse, l'Espagne, la Suisse et les Pays-Bas. À ce stade préliminaire, un représentant par pays a contribué à la collecte des données. Si l'échantillon n'est pas encore exhaustif, il offre déjà une photographie de la diversité des approches à l'échelle européenne.



Un premier échange fructueux

Les premiers résultats ont été au cœur d'un moment d'échanges lors du dernier rassemblement biennuel du CEEC.

La mise en réseau du CEEC a constitué une véritable valeur ajoutée à cette mise en contraste des réponses de l'enquête, permettant à chaque représentant national de confronter ses perspectives et de nuancer la réflexion commune de ce questionnaire.

Les résultats de cette enquête, menée par le SeGEC, seront présentés après les sessions de travail qui y seront dédiées en 2026 par le CEEC.

▪ **Louis-Marie Piron, secrétaire-général du CEEC**

▪ **Camille Chantrain, éditrice responsable du CEEC**





Préformation technique :

UN TREMLIN VERS UNE DÉCOUVERTE SOLIDE DES MÉTIERS TECHNIQUES

À l'Institut technique supérieur Cardinal Mercier de Schaerbeek (ITSCM), une formation originale et porteuse de sens permet de concilier découverte des métiers techniques et consolidation des bases en français, mathématiques et méthodologie. Baptisée préformation technique et étalée de mars à juin, elle accueille chaque année une dizaine d'apprenants qui auront pour objectif de clarifier leur projet professionnel, de tester leurs compétences et de booster leur confiance en eux.

« L'idée principale, c'est vraiment de mêler orientation et les métiers techniques (installateur électricien, agent de maintenance, technicien en systèmes automatisés, etc...) tout en travaillant les bases. On ne parle pas d'alphabétisation, mais d'être capable de s'exprimer, rédiger un texte, renforcer la méthodologie ou les acquis en mathématiques, selon les besoins de chacun », explique Xavier Delacourt, coordinateur de la formation. « Pour leur permettre de découvrir ce panel de métiers, on prend le parti de les mettre littéralement dans le bain. Ce qui est pour nous la meilleure façon d'évaluer à la fois leurs aptitudes, leur motivation mais aussi pour eux de découvrir ce qui leur plait réellement. »

Parallèlement aux cours techniques et de (re)mise à niveau, la préformation technique inclut également un volet méthodologique. Celui-ci est essentiel pour préparer la suite du parcours avec, entre autres, de la recherche d'informations, un travail sur la présentation orale, la gestion des conflits ou encore l'organisation du travail.

Découvrir les métiers techniques de manière concrète

Après une première partie de formation durant laquelle les apprenants fréquentent l'ITSCM à raison de 5 jours par semaine, l'horaire de la seconde partie comprend une journée hebdomadaire à Technicity. Une ouverture à ce Pôle Formation Emploi (PFE) orienté vers l'industrie technologique ouvre encore davantage les perspectives des apprenants en les mettant au contact d'autres métiers encore. Ceux liés à la maintenance industrielle, les frigoristes, les systèmes automatisés, etc., leur permettent d'échanger et de rencontrer des pros.

Au bout de quatre mois, la préformation technique se clôture par un moment fort, celui de la présentation d'un projet professionnel devant un jury. « Les participants y expliquent leur choix de futur métier et de formation liée. Ils doivent montrer qu'ils se sont renseignés de manière concrète sur les horaires, le contenu des cours, le lieu où ça se donne, le diplôme visé, l'investissement matériel nécessaire et aussi l'adéquation avec leur vie privée. Tout projet d'avenir est évidemment bon ! De notre côté, on vérifie surtout que ça leur tienne à cœur, qu'ils ont les bonnes infos, que ça leur corresponde aussi d'un point de vue des aptitudes. On essaie également de les inciter à être plus ambitieux encore. Je préciserai que nos apprenants sont tout à fait libres d'entamer ensuite une formation chez nous ou ailleurs. »

Dimension importante de cette préformation technique : l'évaluation finale (le projet) n'est pas certificative. « Ça nous permet de travailler le rapport de nos apprenants à l'évaluation. Elle reste, entre guillemets, sanctionnante, mais dans un sens positif. On invite alors les apprenants à revoir certaines parties de leurs projet personnel, à revoir leur méthode ou leur organisation de travail, etc. Leur épanouissement passe vraiment en premier. Quand on voit nos apprenants revenir avec un bachelier, une formation en poche ou un emploi, en disant qu'ils ne pensaient pas du tout pouvoir y arriver au départ, c'est vraiment la plus belle des réussites », conclut le coordinateur. ■ **Gérald Vanbellinghen**



©DR



©DR

Des partenariats au cœur de projet

En plus d'un partenariat avec Technicity, la préformation technique repose sur deux partenariats essentiels. D'un côté, l'ASBL Convivial qui joue un rôle central d'orientation vers la préformation technique. Elle repère puis sélectionne des candidats et vérifie leurs conditions d'accès à la formation. Si le public cible s'est élargi au fur et à mesure des années – la préformation technique était en premier lieu pensée pour un public de migrants ou primo-arrivants – l'ASBL continue d'être le premier maillon de la chaîne. L'autre partenaire de l'ITSCM dans cette préformation, c'est Mission locale de Schaerbeek ou la Milocs. Troisième pilier du projet, elle constitue son bras accompagnateur. La Milocs va soutenir et accompagner les apprenants dans leurs réalités de vie, sécuriser leur parcours, multiplier les occasions d'exploration professionnelle (visites d'entreprises, Technicity) et compléter le travail méthodologique mené à l'école, ...

▪ **Gérald Vanbellingen**

Le début d'un projet professionnel porteur de sens

Angelo Almachi Mendoza et Devin Can sont tous deux passés par la préformation technique à l'ITSCM. Le premier cité a ensuite opté pour une formation d'un an en électromécanique. Un choix porteur qui lui a permis de signer un contrat - quelques jours avant de recevoir son diplôme - auprès des cliniques universitaires Saint-Luc. *« Cette préformation technique me tenait vraiment à cœur », précise Angelo. « Ça m'a permis de pouvoir découvrir pas mal de secteurs, de toucher un peu à tout et de finalement découvrir ce qui me plaisait. Xavier Delacourt m'a beaucoup soutenu et encouragé, tout comme la Milocs. C'est aussi grâce à eux, à leur accompagnement et aux stages qu'ils ont trouvé que j'y suis arrivé. Ils fournissent un excellent travail. »*

Devin Can est lui aussi passé par cette préformation technique, de mars à juin 2024. *« J'ai eu mon CESS après des études dans l'administratif, mais un premier emploi m'a montré que ça ne me correspondait pas trop. J'ai alors repéré les projets d'orientation proposés par Actiris via la Milocs. Les tests d'orientation m'ont permis de définir mes centres d'intérêts professionnels », explique Devin Can. Il prend alors la direction de la préformation technique de l'ITSCM en voulant devenir agent de maintenance en électromécanique. « Je me souviens que le premier jour, j'ai hésité à arrêter directement parce qu'on m'a demandé de faire des choses qui dépassaient mes compétences... Mais je me suis accroché et j'ai bien fait ! Les profs étaient géniaux, j'ai pu faire plein de découvertes, comme en dessin technique ou en électricité résidentielle. C'était gratifiant de se voir progresser, petit à petit, dans un contexte pédagogique très positif et presque familial. »*

Après la préformation, il poursuit son cursus au Cardinal Mercier en agent de maintenance, de septembre 2024 à septembre 2025. Cela lui permettra d'effectuer un stage à la STIB. Actuellement mis en réserve de recrutement, il poursuit ses recherches d'emploi et/ou de formation, avec notamment l'idée de se former en tant qu'opérateur CNC (commande numérique par ordinateur). Un métier dans lequel on crée des pièces de précision en contrôlant des machines par ordinateur.

▪ **Gérald Vanbellingen**

POUR UN AVENIR JUSTE, HUMAIN ET DURABLE DE LA FORMATION EN SOINS INFIRMIERS

CARTE BLANCHE DES DIRECTIONS ET DIRECTIONS ADJOINTES DU 4^e DEGRÉ DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE CATHOLIQUE

© thirdman (pexels)

Nous savions que l'enseignement en soins infirmiers dispensé en 3 ans et demi dans l'enseignement secondaire complémentaire était amené à évoluer. Mais la lecture des mots du cabinet de Madame Glatigny a été une véritable douche froide : « *Suppression, dès 2026, du 4^e degré du plein exercice en soins infirmiers.* »

C'est avec consternation et incompréhension que nous avons reçu cette annonce. Ces mots nous parviennent via mail, vers la mi-septembre, alors que la rentrée bat son plein, avec son lot de préoccupations et de défis, et que des élèves engagés dans le parcours d'infirmier hospitalier euromobile ont entamé leurs premières semaines de cours, plongés dans une formation à la fois exigeante et porteuse de sens. Personne ne s'attendait à un tel calendrier et à un bouleversement aussi important !



©Patty Brito (unsplash)

Ce sont en fait quatre changements radicaux et simultanés qui sont venus nous frapper de plein fouet :

1. **La fin du brevet infirmier hospitalier sans délai.**
Nous ne le savions pas : c'était la dernière rentrée dans la formation d'infirmier hospitalier que nous venions de vivre en août 2025 ! Or, chacun était persuadé que la formation d'infirmier hospitalier (IH) serait maintenue quelques années, le temps que l'assistant en soins infirmiers (ASI) trouve son public. Pourquoi un arrêt si abrupt ? Il nous est possible de nous conformer à la nouvelle directive européenne (mars 2026). Faire coexister les deux formations dans un premier temps était le scénario le plus favorable à une transition réaliste.
2. **L'avènement de la formation d'ASI, fonction encore méconnue.**
Nous devons former à un nouveau métier en soins infirmiers dès la rentrée 2026... Métier qui n'existe pas encore dans les institutions de soins et que personne ne connaît. Comment y attirer des élèves dans un délai si court ?
3. **La fin de la formation en soins infirmiers dans l'enseignement secondaire complémentaire.**
L'avenir s'écrit exclusivement dans l'enseignement pour adultes qui n'a pas les mêmes normes et fonctionnement. Ce n'est pas une transformation du 4^e degré, mais bien sa disparition qui est décidée.
4. **La question de l'année préparatoire est alors à peine abordée.**
À la mi-septembre, non seulement nous ne savons pas ce que les élèves inscrits en année préparatoire depuis fin août 2025 pourront faire ensuite, mais en plus, nous ignorons tout de l'avenir de cette année si précieuse, qui est bien plus qu'une porte d'entrée vers le parcours scolaire qui suit ! L'année préparatoire, c'est pour beaucoup le point de départ d'une nouvelle vie. Il est essentiel que ce tremplin de justice sociale trouve un nouveau déploiement dans le futur.



La temporalité imposée pour tous ces bouleversements, est tout simplement inacceptable : à ce jour, aucun texte législatif, ni aucun programme officiel n'existe encore alors que la mise en œuvre de la nouvelle formation et la disparition de l'ancienne sont toutes deux prévues pour août 2026 ! Les écoles et leurs équipes pédagogiques n'auront que quelques semaines pour tout mettre en place, tout en devant assurer les apprentissages, puis les examens théoriques et leurs corrections, les examens de pratique professionnelle, les conseils de classe et la communication avec les partenaires de stage. Comment envisager une rentrée scolaire dans une nouvelle formation dans de telles conditions ?

Depuis des décennies, la formation en soins infirmiers du 4^e degré répond à une commande sociale forte. Ce 4^e degré, ce sont près de 5 500 élèves, accompagnés par des centaines d'enseignants et d'autres membres du personnel :

éducateurs, équipe de direction, économistes, techniciens de surface, ouvriers... C'est aussi un réseau de milliers de professionnels diplômés, indispensables à notre système de santé, engagés au quotidien dans les institutions hospitalières et extrahospitalières, au cœur de services aigus, spécialisés ou chroniques, où leur expertise fait la différence.

Ce métier de soin exige, de la part des autorités politiques, une posture cohérente : prendre soin des élèves, des enseignants, et de l'ensemble des équipes éducatives. On ne réforme pas un métier de soin sans prendre soin de ceux qui le transmettent !

Nous demandons des transitions justes, humaines et durables

Nous demandons avec fermeté :

- Une reconnaissance équitable et cohérente du nouveau professionnel en soins infirmiers de niveau 5, avec un intitulé valorisant. En Flandre, la nouvelle formation s'intitulera graduat infirmier en soins de base. En FWB : assistant en soins infirmiers. Pourquoi une telle différence de terminologie ? Pourquoi une dévalorisation sociale et professionnelle si marquée côté francophone ? Le personnel soignant formé en Fédération Wallonie-Bruxelles aurait-il moins de valeur que celui formé en Flandre ? Pourtant, le programme sera similaire, la durée de formation aussi et la fonction dans les institutions de soins identique. Mais la reconnaissance, elle, semble toute autre.
- Le nom donné à une formation n'est pas anodin : il influence la posture professionnelle, la motivation des élèves et des soignants. Et dans un contexte de pénurie de personnel infirmier, chaque mot compte.
- La reconnaissance des compétences théoriques et pratiques acquises par les élèves, et de leur apport essentiel dans les structures de soins.
- La survie des écoles de l'actuel 4^e degré et la valorisation de l'expertise pédagogique de ses membres du personnel grâce à :
 - une analyse fine des impacts sur chaque établissement, suivie par des prescrits légaux sur mesure, avec maintien de l'emploi ;
 - la gestion autonome par les écoles du 4^e degré actuel de la nouvelle formation au sein de l'enseignement pour adultes, pendant au moins 10 ans.
- Le droit pour chaque élève actuellement inscrit (en année préparatoire et en infirmier hospitalier) de terminer son cursus et d'obtenir le titre d'infirmier hospitalier exerçant la fonction d'infirmier responsable en soins généraux euromobile.

- L'assurance que les élèves, actuels et futurs, ne subiront aucun impact financier négatif, notamment en matière de bourses d'études ou d'aides.
- L'accessibilité passe aussi par le maintien d'une année préparatoire, tellement précieuse pour certains publics qui deviennent ensuite des soignants résilients.
- Un continuum de formation, y compris avec l'aide-soignant. Il est nécessaire d'obtenir une réelle reconnaissance des acquis pour les élèves, autant pour ceux qui sont aides-soignants que pour ceux qui souhaiteront effectuer une passerelle vers d'autres formations.
- Une communication claire et proactive, a minima de la FWB, sur la nouvelle formation en soins infirmiers. Les citoyens, les milieux de soins, les élèves et les professionnels ont besoin d'une information claire et accessible sur les compétences acquises, la place et le rôle de ces professionnels dans les structures de soins, ainsi que sur les passerelles possibles vers d'autres formations ou spécialisations.

Dans un contexte de pénurie et de transformation du secteur, la transparence et la valorisation de cette formation sont indispensables pour garantir la reconnaissance, l'attractivité et la cohérence du parcours proposé.

Nous demandons des transitions justes, humaines et durables pour le brevet infirmier hospitalier, pour le futur professionnel des soins infirmiers qui sera bientôt formé, pour l'année préparatoire, pour chaque école, avec ses spécificités, pour tous les acteurs : élèves, enseignants, directions, partenaires de stage.

Enfin, nous réaffirmons notre volonté de collaborer étroitement avec le cabinet de la ministre, dans un esprit de dialogue constructif, pour garantir un avenir digne et cohérent à la formation en soins infirmiers.

■ **Les directions et directions adjointes du 4^e degré de l'enseignement secondaire catholique**



L'ENSEIGNEMENT POUR ADULTES CATHOLIQUE DÉVOILE SES AMBITIONS 2025-2029

Jadis enseignement de promotion sociale, l'enseignement pour adultes (EA) a connu cette année sa première rentrée sous sa nouvelle appellation. De nouvelles missions, ni attendues, ni demandées, comme le transfert des 7^e techniques de qualification de l'enseignement secondaire vers l'EA, sont venues s'ajouter à un tableau déjà bien chargé. Pour mener à bien toutes ces missions, la direction de l'enseignement pour adultes du SeGEC s'est doté d'un plan stratégique pour la période 2025-2029. *Entrées libres* vous en brosse les principaux axes.

« Au sein de notre réseau, nous tenons à nous fixer un cap. Un cap qui emmène avec lui les valeurs qui font notre réseau et la qualité de notre travail, un cap qui est fixé collectivement », entame Jeny Clavareau, directrice pour l'EA au SeGEC. Ce plan stratégique succède au plan 2022-2025 qui concentrait ses actions sur 3 échelons : le niveau Fédération Wallonie-Bruxelles, le niveau SeGEC et le niveau des établissements.

« Le plan stratégique 2022-2025 a permis de produire 17 réalisations concrètes, pertinentes et tangibles en soutien aux directions, aux Pouvoirs organisateurs et aux équipes pédagogiques », expliquait la directrice lors de la rentrée académique de l'enseignement pour adultes en octobre dernier.

Ces réalisations 2022-2025 concernaient essentiellement trois thématiques.

La première est l'attention portée à l'offre institutionnelle et à l'image de l'EA. Des formations, un accompagnement et une coordination de la communication entre le réseau et les établissements ont été mis en place. Des outils ont également été créés pour soutenir les directions dans leur quotidien : mindmapping des tâches, tableau de bord, boîte à outils « pilotage et déploiement »,... La seconde thématique était le développement professionnel des enseignants avec notamment un focus sur la formation continue et l'accroche dans le métier. Enfin, la troisième était consacrée à l'accompagnement des étudiants.



Se structurer. Se différencier. Renforcer le rôle sociétal de l'EA

Le nouveau plan stratégique, 2025-2029 donc, s'est fixé cinq priorités interconnectées et d'égale importance :

- La gouvernance et le pilotage collectif, afin de consolider une gouvernance équilibrée, garantissant autonomie et responsabilité.
- La soutenabilité organisationnelle et humaine, afin de soutenir l'engagement des équipes, d'outiller les acteurs et de cultiver l'excellence sans sacrifier la bienveillance.
- La différenciation et la légitimité : pour affirmer une identité claire, et éviter la dilution dans un marché fortement concurrentiel.
- La communication et l'image de marque : pour clarifier le message autour de l'enseignement pour adultes, et de renforcer la visibilité collective du réseau.
- Et enfin, le positionnement institutionnel et l'influence : afin d'accroître le poids du réseau dans le débat public et auprès des instances décisionnelles.

Ces priorités se déploieront à l'intérieur de quatre orientations générales que sont la gouvernance et le pilotage, les missions et partenariats, la structure des établissements, et l'innovation andragogique.

Pour mener à bien ce travail, des objectifs d'actions concrètes annuelles ont été fixés. « Notamment le rassemblement d'experts par thématique. Actuellement, chacun travaille un peu dans son coin. Nous allons notamment lancer un groupe de travail sur Pix (NDLR : outil de développement des compétences numériques à destination des enseignants et des apprenants) que nous voulons implémenter dans le Certificat d'aptitudes pédagogiques (CAP). Un autre objectif sera de développer des projets-phares SeGEC, porteurs de la singularité du réseau. »

Citons également des objectifs davantage orientés vers la gouvernance. Des mutualisations de moyens entre écoles mais aussi entre Pouvoirs organisateurs seront envisagées. En outre, la volonté d'atterrir sur des décisions et des actions plus rapidement clarifiera les rôles du comité directeur de l'EA et du collège des directions.

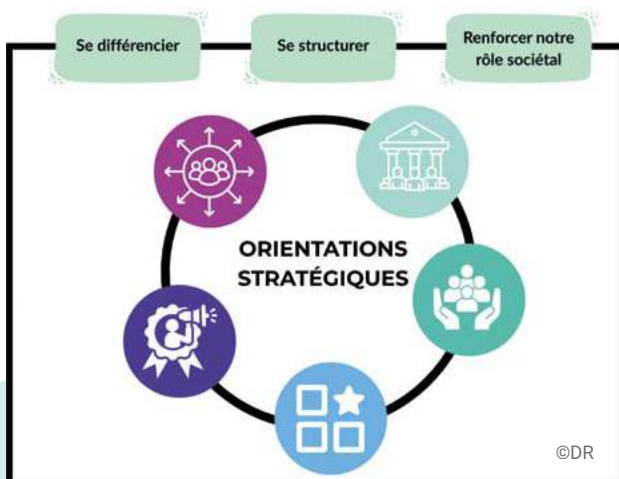
Jeny Clavareau de conclure : « Face aux mutations profondes de notre société, l'enseignement pour adultes doit affirmer sa place comme acteur clé de la formation tout au long de la vie. Ce plan trace la voie pour les années à venir : consolider la gouvernance, soutenir les équipes, renforcer notre visibilité, affirmer notre identité et répondre aux enjeux sociétaux. Accessible, flexible et humain, notre enseignement n'est pas une alternative : il est une réponse d'avenir. » ■ **Arnaud Michel**

Une méthodologie plus souple

À l'heure où la concurrence avec d'autres opérateurs, de plus en plus nombreux, fait rage, il était évidemment primordial de poursuivre sur cette lancée. Sur la base de ces réussites, mais aussi des difficultés rencontrées, l'enseignement pour adultes s'est donc mis en chemin pour rédiger le plan stratégique 2025-2029. « Au niveau de la méthodologie, nous nous sommes rendu compte que les thématiques étaient judicieuses et appropriées au terrain mais que le cadre était trop rigide, qu'il était important de se laisser des marges de manœuvre pour réorienter certaines productions », explique Jeny Clavareau.

Cette nouvelle feuille de route se fonde sur deux constats que sont « l'épuisement des équipes sur le terrain et le rôle de pilote des directions qui n'est pas assez respecté par le pouvoir régulateur, avec une tendance à imposer un pilotage de l'offre. »

Les outils mis en place répondaient déjà à ces constats et seront intensifiés. « Nous continuerons à plaider auprès des autorités pour la simplification et l'allègement de la charge administrative », complète Jeny Clavareau.





CELLULE DURABILITÉ :

UN TRIO ENGAGÉ POUR L'AVENIR DU SEGEC

Trois profils, une vision commune : c'est le pari réussi de la Cellule durabilité du SeGEC. Lucas De Backer, Marie Vander Meulen et Déborah Buekenhoudt ont choisi de répondre en trio à un appel à candidature qui n'en demandait qu'un duo. Un acte de rébellion constructif qui illustre déjà leur approche : faire bouger les lignes, ensemble.

Des parcours qui se complètent

Lucas, économiste passé par la gestion économique puis la Centrale de marchés, voyait « *plein de choses qu'on peut mettre en place au SeGEC* » et avait envie « *de faire partie du changement, de la nouvelle dynamique* ». Marie, institutrice reconvertie en architecture et travaillant sur les bâtiments scolaires, souhaitait mettre en lumière un domaine d'intérêt déjà présent dans l'institution mais de façon diffuse. Quant à Déborah, également issue du monde pédagogique puis devenue communicante, elle portait déjà ces préoccupations dans sa classe : « *Ce sont des projets que j'adorais faire avec mes élèves, que ce soit le Défi énergie ou le réveil climatique.* »

En arrivant au SeGEC, elle pose un constat rapidement : « *Il n'y a pas grand-chose qui est fait, donc il y a tout un chemin à dessiner.* » C'est cette opportunité qui l'enthousiasme. « *On a tous les trois une fibre environnementale* », résume Lucas. Mais au-delà de cette sensibilité partagée, c'est la complémentarité de leurs parcours qui fait la force du trio. « *Des parcours très différents qui se complètent* », souligne Déborah.

Institutionnaliser pour mieux agir

La création de cette cellule répond à une volonté claire du SeGEC : donner un appui institutionnel à des initiatives jusque-là éparées. « *Donner du poids à cette thématique* », comme l'explique Marie. Car si de nombreuses écoles montrent l'exemple en matière de transition écologique, il était temps que le SeGEC affirme lui aussi son adhésion et puisse, pourquoi pas, les inspirer.

Le tournant décisif est venu avec l'appel à projet de la Loterie Nationale, remporté par la cellule. Ce subside permet un accompagnement par éco-coaching, avec pour objectif la réalisation d'un bilan carbone complet de l'institution. « *Ça nous a permis de mettre un cadre* », explique Lucas. « *Au tout début, on arrivait avec des idées un peu disparates. Le bilan carbone nous permet de dégager des pistes d'amélioration structurées.* »



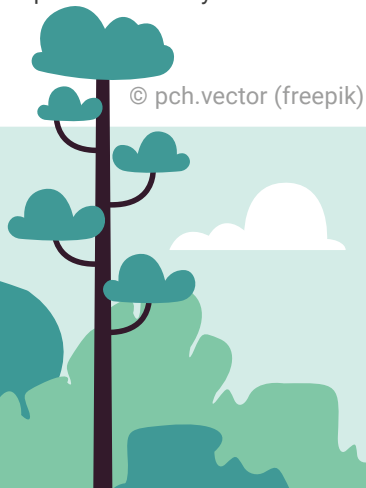


Déborah Buekenhoudt,
Marie Vander Meulen et
Lucas De Backer © DR

Une démarche collective encourageante

L'atelier bilan carbone organisé récemment a réuni les personnes-ressources de différents services. « *Tout le monde est venu avec de l'enthousiasme, personne n'est arrivé avec un pied de plomb* », se réjouit Lucas. La participation de représentants de chaque direction d'enseignement a été particulièrement précieuse, notamment grâce au « *regard neuf* » des nouveaux arrivants qui permet de « *remettre le nez* » sur des habitudes devenues invisibles avec le temps.

L'enquête mobilité lancée en septembre-octobre a également été un moment fort : 111 personnes ont répondu, un taux de participation qualifié d'« *énorme* » par 21 Solutions, l'organisme accompagnateur. « *Ça montre un intérêt, une ouverture des collègues à se lancer dans un plan d'action* », analyse Déborah. Un premier point que la cellule soulève est le nombre de collaborateurs qui viennent travailler à vélo. La proportion est supérieure à la moyenne bruxelloise.



Des défis à relever

Travailler à trois sur un projet d'envergure avec seulement quelques heures dédiées par semaine pourrait sembler mission impossible. Pourtant, l'équipe reste optimiste. « *La mise en route est plutôt encourageante* », confie Marie. « *Les craintes s'envolent un peu face aux signes positifs.* »

Le défi principal reste le rythme institutionnel. « *Le temps de mise en place d'actions ralentit la démarche* », observe Déborah, qui compare avec ses projets en classe où elle avait carte blanche. « *La confiance est là, mais le mode de gouvernance fait que tout prend du temps.* »

Cap sur l'action concrète

D'ici janvier 2026, le plan d'action issu du bilan carbone devrait être prêt. L'objectif est clair : mettre en place les premières actions visibles, avec l'adhésion du personnel. « *Notre but, c'est que la démarche soit soutenue par 90% de tout le monde* », insiste Lucas. Pas question d'imposer sans concerter – supprimer les bouteilles d'eau, oui, mais en installant une fontaine pétillante !

La cellule mise sur la communication régulière pour maintenir la dynamique : retours sur l'enquête mobilité, avancées du projet, actions concrètes. « *Pour que les gens voient que ça bouge* », comme le dit Lucas.

Au-delà de la transition écologique, l'ambition est aussi de réaliser des économies, « *ce qui n'est pas anodin aujourd'hui* ». Déborah espère surtout « *que ce soit le début de l'histoire de la cellule, tout simplement* ». Une histoire qui se construit jour après jour, portée par la conviction que le changement est possible – et déjà en marche. ■ **Pauline Jans**

Audry Vandoorne,

SECRÉTAIRE DE DIRECTION :

L'INDISPENSABLE HOMME DE L'OMBRE

Audry Vandoorne ©DR

À 40 ans, Audry Vandoorne est secrétaire de direction au Collège Saint-Julien d'Ath depuis 2011. Une fonction méconnue, souvent invisible, mais essentielle au bon fonctionnement d'une école. Représentant du Hainaut pour la Fédération des secrétaires de direction (FESEDI), il connaît bien les rouages d'un métier qu'il dit passionnant et varié. Rencontre avec un homme qui jongle quotidiennement entre législation complexe, gestion administrative et casse-têtes organisationnels.

CARRIÈRE

Le jour où je suis devenu secrétaire de direction :

« J'ai d'abord commencé en tant qu'informaticien, mais pendant mes stages, j'ai vu que ce n'était pas pour moi. Je me suis alors dirigé vers un régentat en sciences. Ce qui m'a permis d'enseigner de 2005 à 2011. Mais au fil du temps, j'ai constaté que je n'avais plus trop de patience avec les élèves. J'ai alors voulu me réorienter. J'ai rencontré plusieurs opportunités, dont celle de réaliser un intérim dans l'administratif à Saint-Charles à Péruwelz. Un remplacement difficile mais formateur et qui m'a plu. J'ai ensuite eu une autre opportunité au Collège Saint-Julien à Ath, où la place s'ouvrait à mi-temps. Cette expérience m'a permis d'apprendre le métier

avec mon ancienne collègue et maintenant, je suis définitif dans la fonction, à temps plein. Il faut savoir que la fonction de secrétaire de direction, on ne l'exerce pas par attrait du statut car les conditions ne sont vraiment pas intéressantes. On le fait par passion. »

MON ANNÉE

Au début et à la fin de l'année, je suis :

« Au début de l'année, je suis motivé et plein d'énergie et il le faut car c'est aussi notre plus grosse période. Avant la réforme des rythmes scolaires, on commençait vers le 14 août pour une rentrée au 1^{er} septembre. Désormais, on rentre le 18 août pour être prêts le lundi suivant. Je ne vous dis pas le bazar, pour organiser toute une école en une semaine ! Pour que tout le monde soit payé dans les temps, on carbure. Je fonctionne alors parfois à 50 heures par semaine pour que ça tourne. Tout le monde ne s'en rend pas forcément compte, mais tant que les professeurs ont leur argent en fin de mois, ils sont contents. Ensuite, l'année est rythmée par des périodes plus creuses et d'autres plus intenses, comme avec les comptages en octobre et janvier, les documents pour les emplois vacants, les priorités en avril et les dossiers de sortie sur les derniers mois. En fin d'année, je suis complètement épuisé, crevé ! »

ÉPANOUISSEMENT

Mes missions en tant que secrétaire de direction :

« De manière générale, un secrétaire de direction est en théorie en charge de la tenue de tous les dossiers. Ceux des élèves, comme des professeurs. Mais dans la pratique, c'est quasiment impossible à gérer. Et généralement, comme c'est le cas chez nous au Collège Saint-Julien, une ou plusieurs personnes s'occupent des dossiers des élèves. Pendant que l'économiste gère les dossiers du personnel en fonds propres.

Je gère ceux du personnel subventionné. Dans la pratique, ça consiste surtout en l'encodage des attributions de chacun afin qu'ils soient payés à la fin du mois. Le tout en tenant compte de leur situation propre : les temporaires, les définitifs, les congés, les absences, les détachements, etc. Ensuite, le secrétaire de direction constitue un soutien législatif et une aide pour la direction et le PO sur tout ce qui concerne le personnel (embauche, offres d'emploi, sélection, etc.). Enfin, on forme aussi le lien entre les membres du personnel et les instances extérieures : la Fédération Wallonie-Bruxelles, l'ONEM, les mutuelles ou encore les autres écoles. Sans oublier qu'on fournit également de l'aide pour l'organisation d'événements, les portes ouvertes, etc. »

Ce qui me plaît le plus dans mon métier :

« C'est un métier dans lequel ça va un peu dans tous les sens et dans lequel il faut pouvoir se montrer très autonome, ce qui me plaît beaucoup. Maintenant, c'est un travail également assez complexe. On a pas mal de circulaires qui nous tombent dessus, des réformes, tout un aspect législatif qu'on se doit de respecter et auquel il faut s'intéresser. Un côté du métier assez casse-tête. Lorsqu'une nouvelle directrice arrive, cela peut avoir des répercussions sur la situation de 5 ou 6 enseignants. "Des cascades" comme on les appelle dans l'enseignement car c'est un peu le grain de sable qui fait dérailler tout l'engrenage. Ce qui nécessite parfois jusqu'à plusieurs jours de travail. Mais c'est aussi ce petit côté résolution de problèmes qui me stimule beaucoup. »

Mes tâches supplémentaires :

« Comme notre lettre de missions n'est pas figée, les secrétaires de direction ont souvent des missions supplémentaires dans les écoles, comme la gestion du parc informatique, la confection des horaires, une aide à la surveillance des repas, une aide à l'économat, etc. Vu mon graduat en informatique, je gère donc aussi les bases de données de l'école – Smartschool, IT.School. Une charge de travail en plus, mais que je fais volontiers. L'avantage dans ma situation, c'est que je suis dans une école générale où j'ai un peu moins de travail que dans une école technique et professionnelle. Où il y a beaucoup plus de cours, avec des profs qui n'ont pas forcément le diplôme mais une expérience professionnelle utile, des cours parfois très spécifiques aussi et pour lesquels la recherche de candidats est très complexe. Sans oublier la confection des horaires et la mise en place en début d'année. »

DIFFICULTÉS

Les aspects les moins agréables de mon métier :

« Certaines tâches répétitives, comme l'établissement des C4 ou les accidents de travail, sont pénibles à remplir. L'un des problèmes, c'est que l'enseignement est un monde à part. Quand on reçoit des documents produits par l'ONEM ou les mutuelles, ce sont des documents généraux, pas forcément adaptés à l'enseignement. Mais en même temps, ça reste une tâche administrative : si on n'aime pas ça, il ne faut pas faire ce métier ! Ensuite, l'une des autres difficultés, c'est la pénurie que l'on connaît dans l'enseignement. Elle se vit

véritablement au quotidien. L'année passée par exemple, on a eu beaucoup de mal à trouver des professeurs de néerlandais. On n'avait personne pour donner du grec moderne non plus. C'est un pensionné qui est finalement venu le donner mais de manière entièrement bénévole ! Et puis, la pénurie ne touche pas que le corps enseignant : on a aussi beaucoup de burn-out dans les fonctions d'économiste et de secrétaire de direction. Il suffit de regarder les annonces sur Jobécole. Mais comme la fonction n'est accessible que via un diplôme bien spécifique ou par promotion d'éducateur, on ne trouve personne. »

ET SI ?

Si je devenais ministre de l'Éducation :

« Mon dossier est tout prêt ! Et cela fait des années qu'on (la FESEDI) le fait remonter auprès des ministres. Le problème, c'est que le statut de secrétaire de direction n'a pas évolué depuis le décret de 1993, au contraire de la fonction qui, elle, s'est littéralement transformée. La charge de travail a augmenté, nos responsabilités aussi, nos horaires ont été calqués sur ceux de la direction, les congés sont compliqués, les systèmes informatiques de plus en plus complexes... sans oublier les nombreuses réformes qui changent continuellement notre travail, comme celle des titres et fonctions ou la réforme du qualifiant. Malgré tous ces changements, notre statut n'évolue pas et notre salaire est à peine plus élevé que celui d'un régent, alors qu'on a quasi une fonction de cadre. Si je devenais ministre, je prioriserais donc une revalorisation des statuts. Et il en irait de même pour nos collègues économistes, qui sont à peu près dans la même situation. »

■ **Gérald Vanbellingen**

L'évolution technologique, une arme à double tranchant

« Avec l'évolution des systèmes informatiques, notamment le fameux GEDI – Gestion de Documents Informatisés – on doit tout transmettre via un système en ligne. Quand on passe par là, on n'a plus besoin des signatures. C'est une bonne évolution : on a gagné en rapidité, en sécurité, en traçabilité. Pour moi, c'est une bonne solution, vu que je suis très à l'aise avec la technique. Mais ça a été plus compliqué chez des collègues plus âgés qui n'ont pas vécu avec ça. La transition technologique, c'est compliqué. Du coup, je ne vois plus les professeurs sauf quand il y a un problème. Comme ils reçoivent leur copie sur "mon espace" de la Communauté française, ils n'ont plus besoin de passer par moi. »

DOMINIQUE WATRIN :

« L'ÉCOLE, C'ÉTAIT MIEUX AVANT... », VRAIMENT ?

Chroniqueur et humoriste, **Dominique Watrin** publie « *L'école c'était mieux avant, sauf pour les enfants qui y étaient.* » Un titre ironique qui annonce la couleur. L'humoriste démonte avec humour la nostalgie de l'école d'antan. Son constat : l'enseignement est le reflet de la société. Et si celle-ci a changé, il faut retrouver un équilibre basé sur la confiance.

Votre parcours vous a mené du journalisme à la chronique humoristique. Pourquoi ce choix ?

« J'ai travaillé cinq ou six ans comme journaliste, notamment au *Soir*. Mais j'ai vite senti les limites du métier : on est contraint par les faits, par la rapidité. J'avais envie de prendre du recul, d'observer sans ces contraintes. La chronique et le cabaret m'ont offert cette liberté. L'écriture est une arme qu'on peut dégainer dans plein de directions. »

D'où vient l'idée de ce livre ?

« C'est venu naturellement. J'observais de loin la différence entre l'enseignement que j'avais reçu et celui d'aujourd'hui. Mon titre peut être lu à deux niveaux : certains pensent vraiment que c'était mieux avant. Je constate que sur certains plans peut-être, mais sur beaucoup d'autres, absolument pas. L'enseignement est le reflet d'une époque, d'une société. Et la société a changé. »

Qu'est-ce qui a changé ?

« Tout ! Les enseignants de l'époque étaient tout-puissants, sévères. Les parents étaient soumis, ils vouaient une vénération à l'institutrice. Aujourd'hui, les parents sont devenus un peu des clients, centrés sur leur propre enfant, capables de remettre en question directement l'enseignant, parfois jusqu'à l'agression ou la plainte. Il y a une perte de confiance entre parents et enseignants. Les enfants sont maintenant pris en charge presque individuellement : dyslexie, dyscalculie... À mon époque, j'étais gaucher contrarié. On m'attachait la main gauche derrière le dossier de la chaise pour m'empêcher de l'utiliser ! C'est inimaginable aujourd'hui. »

Vous gardez de bons souvenirs de vos années à l'école ?

« C'est mitigé. On avait plus de créativité, plus de liberté dans nos jeux. Mais on était soumis à des violences qu'on n'avait pas la capacité de gérer. Je me souviens du réfectoire dans une cave, entassés comme des sardines, avec une dame qui hurlait. Rangs, silence, bras croisés. Bizarrement, même enfant, j'avais une certaine lucidité sur l'injustice de tout ça. »

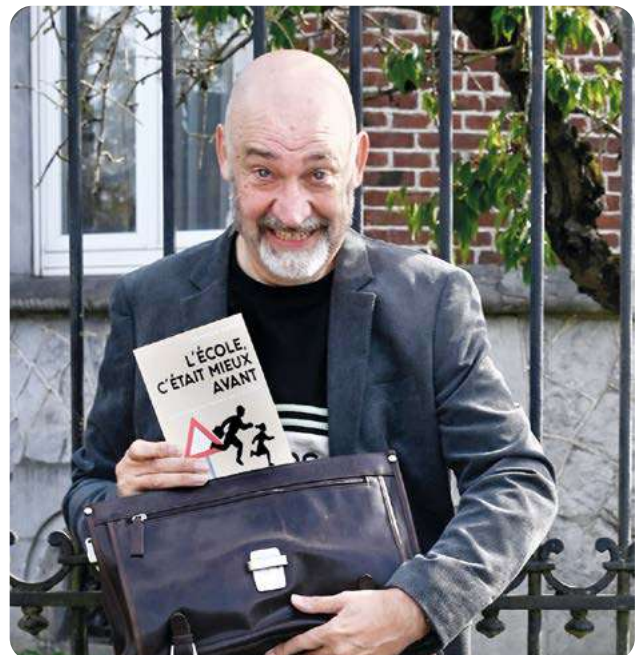
Quels sont les points positifs et négatifs de l'école d'aujourd'hui ?

« Le positif : les élèves ont plus de place, on tient compte de leurs besoins. Le négatif : la pression est énorme sur les enseignants et les élèves. Les profs doivent répondre aux autorités, aux programmes, aux parents. Ils subissent une pression permanente. »

Votre message aux nouvelles générations ?

« N'oublions jamais que l'école est le reflet d'une société et d'une génération. J'aimerais qu'on retrouve un équilibre : donner un peu moins d'importance à l'enfant en tant qu'individu tout-puissant, et remettre l'accent sur la sociabilité, le partage, la tolérance. Il faut que parents, enfants et enseignants tirent dans la même direction. À un certain moment, on fait confiance ou on ne le fait pas. »

■ **Pauline Jans**



Dominique Watrin © DR



Dominique Watrin © DR

CONCOURS



Dominique Watrin,

« *L'école, c'était mieux avant (sauf pour les enfants qui y étaient)* »

Editions du Basson, 400 p, 32.65€

En matière scolaire comme en d'autres domaines, on entend souvent dire : « *C'était mieux avant !* ». À l'école, les élèves étaient plus sages et plus disciplinés, plus intelligents aussi, les instituteurs plus compétents et plus motivés, les règlements plus stricts et mieux appliqués, les matières plus instructives et mieux enseignées... Bref, c'était le paradis scolaire par comparaison avec l'enfer actuel !

De mémoire d'ex-élève repentant cependant, cet éden avait sa face cachée. Pour restituer la vraie vie de cette époque enfouie sous une couche de nostalgie, rien de tel que de raviver une volée de faits réels, simples et quotidiens, enrobée de bonne humeur mais aussi de lucidité. Et après cette plongée sans concession dans les souvenirs, la conclusion tombe comme une évidence : l'école, c'était mieux avant... sauf pour les enfants qui y étaient !

Pour remporter un exemplaire de « *L'école, c'était mieux avant (sauf pour les enfants qui y étaient)* », rendez-vous jusqu'au 9 décembre sur le site entrees-libres.be.

Les gagnants du concours de novembre sont :
Luc Jooris, Catherine Salembier, Véronique Burette.
Bravo à eux !



Amélie Javaux, Stéfano Martinuz,

Un livre qui fait du bien !

Mijade, 13€, 32 p.

UN LIVRE QUI FAIT DU BIEN !

Peut-on rêver meilleure titre pour nous donner l'envie d'ouvrir un livre ? Rien que ce titre nous donne déjà le sourire et invite au plaisir de lire. Un véritable livre-bonbon ! Les merveilleuses illustrations de Stéfano Martinuz invitent à l'observation détaillée. Il y a des jours où rien ne va dès le matin comme cette petite fille pour qui la journée d'école avait mal commencé : la pluie qui mouille, la chute en revenant de la récré, la gourde qui coule dans le cartable et cetera et cetera. Ces journées qu'on aimerait bien zapper et oublier. Tous ces petits ennuis qui peuvent nous mettre de mauvaise humeur et nous faire broyer du noir. Mais c'était sans compter le pouvoir magique de la lecture du soir avec Maman qui fait voir la journée d'un autre côté, avec optimisme sur les petits malheurs. Rien de tel que ce moment partagé où l'esprit nous fait voyager, rêver, et nous ramène du baume au cœur loin de la réalité pour finalement nous redonner le sourire et une autre vision de notre journée. Et si on voyait la vie différemment grâce aux livres ! ? Les bienfaits de la lecture est joliment mise en lumière dans cet album dès 4 ans.

■ **Déborah Buekenhoudt**



Anne-Claire Lévêque, Aurore Carric,

Les grandes questions des petits curieux - Le corps humain,

Casterman, 14,90€, 10 pages.

TOUT COMPRENDRE SUR LE CORPS HUMAIN

« *Pourquoi ton ventre gargouille-t-il ?* », « *D'où viennent les cheveux blancs ?* », « *C'est quoi les dents de lait ?* », « *Pourquoi tu te sens mieux après la récréation ?* ». Les petits découvrent leur corps petit à petit et se posent 1001 questions en tous genres. Après des ouvrages qui exploraient le monde des animaux, celui de l'école maternelle ou le monde en général, « *Les grandes questions des petits curieux* » aide cette fois-ci les petits – dès 3 ans – à découvrir le corps humain. Le tout de manière ludique au moyen de 50 flaps (des petites fenêtres) que le petit lecteur en herbe est invité à soulever pour mieux le faire participer à ses propres découvertes. Ludique, drôle et « *super cool et chouette* » selon Arthur, mon grand garçon de 3 ans et demi !

■ **Gérald Vanbellingen**

LES Bons Plans DU MOIS



RE-IMAGINE CAP : LA PAC EXPLIQUÉE AUX JEUNES

La politique agricole commune (PAC), une des mesures les plus anciennes de l'UE, traite de l'alimentation, d'agriculture et de zones rurales. Née pour soutenir les agriculteurs, garantir la sécurité alimentaire et protéger la biodiversité, entre autres, elle est parfois très nébuleuse et peu accessible.

Le projet « *Re-imagine CAP* » (RECAP) a pour objectif de vulgariser ces politiques et de les faire mieux comprendre aux jeunes. Au travers d'une vaste campagne de communication mêlant campagnes éducatives, publications sur les réseaux sociaux, podcasts, ateliers, visites de fermes, l'initiative, cofinancée par la Commission européenne, s'adressera aux jeunes citoyens belges et grecs.

L'objectif est de renforcer la confiance dans les politiques de l'UE et de construire un avenir agricole plus résilient, durable et inclusif. Pour cela, de nombreux partenariats sont scellés, notamment avec les jeunesses agricoles, des universités et des médias.

Plus d'infos : le.segec.be/RECAP



KBR

LE KBR MUSEUM : UNE PÉPITE AU CŒUR DE LA BIBLIOTHÈQUE ROYALE

Il y a plus de 600 ans, ce qui n'était pas encore la Belgique appartenait aux souverains le plus riches et puissants d'Europe : les Ducs de Bourgogne. De cette époque, perdurent encore des traces que vous pouvez découvrir au KBR Museum, au cœur de la Bibliothèque royale au Monts de Arts à Bruxelles.

Le trésor des Ducs de Bourgogne s'offre à vous par une visite immersive, interactive et ludique via, notamment, un parcours adapté aux enfants. Durant votre visite, vous allez mobiliser plus que vos yeux. Des expériences visuelles, sonores et tactiles vous attendent. Ne soyez pas étonné que quelques personnages s'échappent des manuscrits pour venir danser au-dessus de votre tête...

Infos sur kbr.be/museum



CULTIVER, MIEUX MANGER ET MOINS GASPILLER À BRUXELLES

La stratégie Good Food 2 a été approuvée par le gouvernement bruxellois déjà en 2022 et concerne les années 2022 à 2030. Son ambition : garantir aux Bruxelloises et Bruxellois l'accès à des aliments Good Food à un prix juste pour les producteurs.

Ce projet vise une évolution de toute la chaîne d'approvisionnement pour permettre aux acteurs d'être accompagnés pour concilier durabilité, dynamisme économique et emplois de qualité. Des outils adaptés seront mis à leur disposition et favoriseront les filières locales, majoritairement belges et les modèles innovants de distribution.

Le site internet de Good Food propose un bottin reprenant 51 cantines (scolaires, d'hôpitaux, de crèches, de maisons de repos,...), 271 points de vue et 142 restaurants participants à ce projet bruxellois.

Plus d'infos : goodfood.brussels

entrées libres

ENTRÉES LIBRES COMME VOUS L'AIMEZ !

Vous aimez recevoir *Entrées libres* ? Bonne nouvelle : vous pouvez désormais choisir comment le lire !

- En version papier, comme toujours.
- En version digitale, directement dans votre boîte mail.
- Ou les deux, pour ne rien manquer !

Pour nous dire ce que vous préférez :

Scannez le QR code ci-dessous ou visitez le lien :

le.segec.be/EL_abonnement

Ou contactez-nous par téléphone au **02/256.70.55** ou par mail à redaction@entrees-libres.be

Merci de répondre dans le mois suivant la réception de ce numéro.

Votre fidélité nous est précieuse. Merci de faire vivre *Entrées libres* avec nous !



L'équipe *Entrées libres*



SCHOOL
EDUCATION
TRANSFORMATION
TECHNOLOGY

LE SETT DE RETOUR À NAMUR LES 29 ET 30 JANVIER

Le salon des nouvelles technologies dans le secteur éducatif est de retour en ce début d'année 2026. Ce rendez-vous incontournable en sera à sa 7^e édition et se tiendra les 29 et 30 janvier à Namur Expo.

Vous voulez découvrir ou approfondir vos connaissances en IA, sobriété numérique, STEAM ou encore réalité virtuelle, au travers de stands, d'ateliers, de causeries ou encore de conférences ? Foncez au Sett.

Le programme complet destiné aux enseignants, aux directions et à tous les professionnels du secteur de l'enseignement est d'ores et déjà disponible sur le site web de l'événement.

Infos et inscriptions sur sett-namur.be

■ La rédaction



CONCOURS DE FIN D'ANNÉE

Et si vous commenciez l'année 2026 avec de nouveaux livres dans vos classes ?

Depuis la rentrée 2025, notre rédaction parcourt les catalogues des maisons d'éditions pour vous dénicher de nouvelles pépites. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que nous ne nous sommes pas loupés !

Cette fois-ci, ce sont 24 maisons d'éditions qui ont pris part à cette grande récolte de livres. Romans, bandes dessinées, manuels, ... il y en a pour tous les goûts.

Pour clore cette année, nous vous proposons d'emporter un des six lots mis en jeu. D'une vingtaine de livres chacun, chaque lot regorge de coups de cœurs et d'œuvres graphiques plus impressionnantes les unes que les autres.

Vous êtes tentés ? Qu'attendez-vous ?

Pour participer, rien de plus simple :

1. Faire partie d'un établissement affilié au SeGEC.
2. Remplir le formulaire ci-dessous : le.segec.be/ConcoursNoel25

Vous avez jusqu'au 5 janvier pour emporter l'un des lots !

Bonne chance à tous et à toutes !

Merci aux maisons d'éditions ci-dessous pour leur collaboration qui nous permet, chaque mois, de proposer aux lecteurs des livres qui nous ont fait de l'œil !

- Martinière Jeunesse
- Flammarion Jeunesse
- Allée des Loupiotes
- Delcourt Editions
- CotCotCot Editions
- C&F Editions
- Hélium
- Bayard Jeunesse
- Le Lombard
- Ker'Editions
- Verso
- Edition Cambourakis
- Editions du Basson
- Alice Editions
- Editions Marmottons
- Mijade Editions
- Editions Dargaud
- Editions Dupuis
- Editions Casterman
- Editions du Seuil
- Soleil Editions
- Editions Racine
- Larousse
- TomPouSSe

■ Pauline Jans



Face à l'abaissement du droit de vote à 16 ans et au manque d'outils pour former les jeunes électeurs, le Conseil de la Jeunesse Catholique (CJC) propose « *Convictions* ». Ce jeu pédagogique permet d'aborder les grands débats de société dans un cadre ludique et sans conflit. Objectif : former des citoyens critiques capables d'argumenter et d'écouter des positions contraires aux leurs.

Une réponse à un besoin éducatif

« Le jeu existait déjà en 2018, mais nécessitait une mise à jour », explique Jonathan Piroux, chargé de projet pour le CJC. La réédition s'imposait d'autant plus avec l'abaissement du droit de vote à 16 ans pour les élections européennes. « On était pour cette reconnaissance des jeunes comme citoyens capables de voter, mais peu de moyens ont été mis en place au niveau public pour les outiller dans ce rôle. »

Le CJC, fédération de 27 organisations de jeunesse reconnue comme acteur de l'éducation informelle, a pour mission de développer des citoyens « responsables, actifs, critiques et solidaires ». « *Convictions* » s'inscrit pleinement dans cette démarche.

Un dispositif ludique inspiré du Loup-Garou

Le principe est simple mais efficace : lors d'une partie de 25 minutes pouvant réunir jusqu'à 30 joueurs, chaque participant incarne un personnage de la société avec un statut socio-économique et culturel défini. Cette mécanique, inspirée du Loup-Garou, apporte une dimension pédagogique essentielle : « Chaque sphère sociale n'impacte pas de la même manière dans le débat de société », souligne Jonathan Piroux.

En plus du statut, les joueurs défendent une position imposée - pour ou contre - sur l'une des 35 questions de société proposées (salaire minimum, commerce avec des pays non démocratiques, peine de mort...). « Les jeunes ne débattent pas avec leurs propres convictions, ce qui évite généralement les conflits », observe-t-il.

Des fiches pédagogiques pour accompagner les enseignants

Consciente que certaines questions peuvent être délicates à animer, l'équipe du CJC a développé une fiche pédagogique pour chaque thématique. Accessible gratuitement en ligne, elle propose des arguments équilibrés des deux côtés du débat, permettant à l'animateur de relancer la discussion ou de rééquilibrer les échanges.

Le jeu, conçu pour être « ouvert », peut être enrichi de nouvelles fiches selon l'actualité. Pour les prochaines élections, le CJC envisage de proposer des mises à jour en PDF plutôt qu'une nouvelle boîte complète.

Une diffusion encore limitée en milieu scolaire

Si les retours sont positifs dans les organisations de jeunesse et maisons des jeunes, la pénétration en milieu scolaire reste timide. « Beaucoup de profs sont intéressés mais doivent obtenir l'accord de leur direction », constate Jonathan Piroux. Un frein budgétaire qui limite l'accès à cet outil pourtant crucial.

L'enjeu est de taille dans un contexte de crise de confiance envers les médias et la politique. « Ce jeu aide à développer l'analyse critique, à comprendre que les sujets de société ne sont pas binaires et à entendre des idées contraires aux siennes », résume Jonathan Piroux. Un apprentissage démocratique essentiel, servi sur un plateau de jeu.

■ Pauline Jans



Conseil de la Jeunesse Catholique.
Convictions, 40€.

le.segec.be/Convictions

LE DIVIN NAÎT PETIT

Une intuition mystérieuse traverse les cultures. Le divin naît petit. Nu, fragile, menacé. Symbole de lumière et de commencement, on raconte sa naissance discrète aux quatre coins de la Terre. Dans l'Antiquité romaine, une clarté jaillit d'un rocher avec Mithras, né sans parents, héritier des traditions perses et associé au Soleil invaincu. En Inde, Krishna apparaît de nuit dans une prison, déjà pourchassé par un tyran. En Égypte, le petit Horus doit être caché dans les marais pour échapper au chaos de Seth. Même le dieu grec Dionysos, deux fois né et deux fois sauvé, porte la fragilité de ses premiers instants. Il en est de même pour de nombreuses figures sacrées. Bouddha, qui n'est pas un dieu, vient au monde entouré d'une symbolique flamboyante. Sa naissance dépasse les lois ordinaires. Et puis, il y a le récit du Christ, pleinement homme et pleinement Dieu, qui apparaît dans la nudité de la crèche. Ce messie n'est pas un guerrier ou un roi, mais un enfant menacé par Hérode. Toutes ces histoires résonnent d'un même symbolisme lumineux, miraculeux, virginal : le divin s'annonce dans l'infime. L'extraordinaire se révèle dans l'ordinaire. La lumière fait toujours face à d'obscures menaces, mais rien ne semble pouvoir l'éteindre.

Les spécialistes parlent du mythe de l'enfant divin. Ces histoires ne parlent pas de cieux lointains ou d'époques révolues. Elles parlent de nous. De ce qui, en chacun, demande à naître. Ce « commencement » dont parlent les mythes n'est pas un retour en arrière vers notre passé. Le commencement, au sens symbolique, c'est notre racine : ce point intime où notre être prend source. C'est un appel à une naissance ou à une renaissance intérieure. Cette fondation

de notre vie ne demande pas à être conquise. Elle n'est pas le fruit de nos efforts ou de nos mérites. Elle se reçoit. Elle se révèle lorsque nous cessons de courir après ce qui nous manque ; lorsque nous acceptons simplement de nous tenir en présence de nous-mêmes, dans notre lumière, notre vérité, même menacée. Il s'agit d'habiter pleinement ce que nous sommes déjà, à l'image d'un petit enfant qui n'a rien à prouver, rien à négocier, rien à marchander. C'est vivre en se laissant guider par son intuition la plus juste, la plus essentielle. C'est reconnaître la trace du divin en nous. L'âme gémit comme un nouveau-né et réclame notre soin. Elle demande à être bercée, choyée, et nous ramène à la sensation originelle de vivre, sans jugement, sans peur, sans culpabilité.

Et c'est peut-être là le cœur de Noël. Nous pourrions en finir avec l'idée de devenir « la meilleure version de soi-même », slogan marketing qui fatigue plus qu'il n'élève. Nous pourrions renoncer à courir après une soirée parfaite, une famille impeccable, un décor irréprochable, une avalanche de cadeaux censée combler nos manques. Certes, il n'y a pas de mal à faire la fête ! Mais Noël n'a pas vocation à nous détourner de nous-mêmes. Noël nous invite au dépouillement le plus salutaire, à la confiance en cette part de soi qui fait reculer les ténèbres. Tout au long de notre vie, nous changeons, nous nous transformons. Il est heureux que cela soit ainsi. Et pourtant, il n'y a pas de plus divine et authentique renaissance que de se tenir nu dans sa lumière originelle : au commencement de soi. Au-delà de soi. Avec les autres aussi. Car Noël, c'est d'abord une magnifique histoire d'amour. ■



Sébastien BELLEFLAMME | Enseignant et conférencier

« *Le vent souffle où il veut* » sur Facebook

DÉCEMBRE

GRATITUDE ET REMERCIEMENTS

